

Benard, Cheryl et Khalilzad, Zalmay. «*The Government of God* » : *Iran's Islamic Republic*. New York, Columbia University Press, 1984, 256 p.

Miron Rezun

Volume 15, Number 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701783ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701783ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rezun, M. (1984). Review of [Benard, Cheryl et Khalilzad, Zalmay. «*The Government of God* » : *Iran's Islamic Republic*. New York, Columbia University Press, 1984, 256 p.] *Études internationales*, 15(4), 976–977.
<https://doi.org/10.7202/701783ar>

de tout changement déjà en cours de réalisation, ce phénomène désavantageant de façon continue les indigènes.

Ce qui s'avère le plus estimable dans cette étude est qu'elle ouvre au lecteur occidental la possibilité de découvrir combien est créative la manière par laquelle les savants indiens cherchent à mettre fin à la croissance apparente et à l'accentuation de la misère. [Traduit de l'anglais.]

S. J. NOUMOFF

Département de science politique
Université McGill, Montréal

MOYEN-ORIENT

BENARD, Cheryl et KHALILZAD, Zalmai. *"The Government of God": Iran's Islamic Republic*. New York, Columbia University Press, 1984, 256 p.

Les auteurs de cet ouvrage tiennent que la société iranienne n'est plus en profonde évolution, qu'elle stagne, quoique des tendances fort diverses s'y opposent. Pour justifier cette conclusion, MM. Benard et Khalilzad construisent une explication du régime de Khomeini qui est certainement la plus cohérente que l'on ait jamais produite. Pourtant ils sont prudents dans leur analyse, peut-être trop prudents, comme s'ils hésitent à prendre position.

Toutefois, ils constatent que les autres spécialistes, les autres iranologues ont fait preuve d'une myopie extraordinaire en croyant à la stabilité du régime du Shah. Ils citent les noms de presque tous leurs collègues (francophones exceptés) – Binder, Zonis, Lewis – bref, tous ceux qui n'ont pas vu le ciel orange avant la révolution...

Mais disons d'emblée que ce livre est difficile à lire et à comprendre. Le style est lourd; les phrases longues. Les auteurs ont construit un modèle, plusieurs modèles même, reposant sur d'innombrables formules qui sont inutiles parce que trop abstraites. (Lire le premier chapitre sur la crise en théorie du développement). Les auteurs ont un faible pour le paradigme; en fait, leur analyse est excessivement paradigmatique, et, par consé-

quent, la méthodologie des premiers chapitres se prête à une légère confusion.

Nous savons fort bien que la plupart de la population iranienne, suite à cette révolution de 1978-1979, accorda immédiatement créance à la paternité de Khomeini et prit pour argent comptant son étalage de vertu paternelle. Aujourd'hui, les Iraniens (en Iran, et non ceux de l'extérieur) ont peut-être des sentiments mitigés quant à ce régime théocratique. Tous les opposants sont, soit neutralisés, soit anéantis. Et dans la plupart des cas, à l'heure actuelle, la population se soumet d'un coeur tremblant et avec bien des appréhensions. Ce qui troubla beaucoup c'est la succession, l'état de l'économie nationale, la guerre contre l'Iraq, les rapports avec les superpuissances.

Seul le parti chiite des « républicains » estime que dans un monde divisé, il peut voler de ses propres ailes. Dans un passage fort pertinent, les auteurs expliquent que la raison d'être de ce régime réside dans son caractère « musulman ». Ainsi une nation qui n'a pas de gouvernement « musulman », n'a aucun droit de prétendre à être une nation musulmane. L'Islam a besoin d'exporter les acquis de la révolution musulmane vers d'autres pays, vers (comme disent les auteurs) « les quatre coins du monde ». Khomeini évoquait toujours cette mission islamique à l'échelle mondiale (p. 148) dont le mot d'ordre rappellerait ces fameux versets coraniques: « La ilaha illa 'llah, Muhammad rasul-ullah ». Si cette révolution ne se répand pas, le républicanisme islamique s'éteindra.

La partie la plus intéressante de cette étude traite de la succession, l'après Khomeini. Il semble que les auteurs (sans qu'ils le disent ouvertement) soient d'avis que les partisans du Shah défunt, et de son fils (Cyrus) Resus Shah II, l'emporteront. Ce camp-là est ostensiblement appuyé par deux généraux de l'ancien régime, Gholam Ali Oveyssi et Bahram Aryana. Ces derniers auraient des liens avec les Iraquiens et les Turcs. Le bruit court que le commandant Aryana aurait des unités blindées à sa disposition en Anatolie orientale; bien sûr, le gouvernement d'Ankara l'a démenti il n'y a pas longtemps. À nous de croire que ces anciens chefs militaires entretiennent

toujours des rapports avec certains dirigeants militaires en Iran dont la participation à un coup d'État n'est pas à exclure. Il est d'ailleurs de notoriété publique que le régime de Khomeini soupçonne ces militaires dans le pays et les tient à l'écart du pouvoir. Les *Pasdarans* sont toujours les plus fiables pour ce régime. Ces gardes révolutionnaires n'ont jamais été discrédités, comme l'étaient Rajair, Bani Sadr, Qotbzadeh, Bakhtiar et les autres.

Khomeini lui-même a su placer ses amis, ses alliés et ses proches à la commande de tous les leviers du mécanisme du parti. Il y a des conflits et des jalousies au sein du parti religieux et républicain qui est au pouvoir, à tel point qu'une guerre des ayatollahs n'est pas à exclure, comme celle qui opposa Khomeini à Shariat Madari il y a quelques années.

Les auteurs croient que Khomeini avait déjà choisi l'Ayatollah Hosein Ali Muntaziri comme successeur (p. 142). Mais personne ne peut prévoir quand ni comment cette succession se réalisera. Tout ce que nous savons, c'est que le processus politique a atteint un stade très avancé. L'Iran est toujours embourbé jusqu'à la cheville dans l'époque de la magie primitive comme il l'était il y a un siècle. (Lire à cet égard Paul Vieille sur la féodalité de ce pays.)

Nous savons que parmi tant de changements, l'isolement politique de ce pays et son isolationisme mental constituent les facteurs les plus néfastes pour son économie. Cette économie avait commencé à dégénérer dès la prise du pouvoir par Khomeini. Ce gouvernement trouve parfois commode et opportun d'encourager ses sujets à se complaire dans une sorte de rêve qui leur permet de fuir la laide réalité. Il peut même prescrire, comme le régime le fait actuellement, l'objet du rêve de ses citoyens. Il peut même intervenir dans le cours du rêve et le maintenir en parfaite conformité avec l'ordre donné. Mais le jour viendra où ces sujets risquent d'apercevoir des images bannies depuis longtemps et de commencer à murmurer de terribles hérésies dans leur sommeil.

Miron REZUN

*Queen's University
Kingston, Canada*

KAMINSKY, Catherine et KRUK, Simon. *Le nationalisme arabe et le nationalisme juif*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Les Chemins de l'Histoire », 1983, 246 p.

HALEVI, Ilan. *Question juive: La tribu, la loi, l'espace*. Paris, Les Éditions de Minuit, Coll. « Grands Documents », 1981, 304 p.

Le conflit israélo-arabe n'est pas né en 1948 avec la création de l'État d'Israël ou en 1917 avec la Déclaration Balfour, mais avec la naissance des deux nationalismes arabe et juif. Dès 1875, un groupe de jeunes chrétiens forment à Beyrouth une organisation clandestine, dénoncent, par voie d'affiches, la domination turque et lancent l'embryon d'une nation arabe. Un peu plus tard en 1891, des notables arabes de Jérusalem s'élèvent contre le « danger sioniste ». En 1911, la société « Al Fatah » réclama l'indépendance des Arabes. En 1929, éclate la première émeute arabe contre les Juifs de Palestine. Depuis, l'opposition entre les Arabes et Israël connut un véritable affrontement tant au plan interne qu'externe.

Le livre de Kaminsky et Kruk a comme objectif « d'essayer de prolonger l'actualité immédiate par un retour aux sources historiques concernant la formation de la conscience nationale arabe et de la conscience nationale juive, tout en posant la question d'influence, déterminante ou non, du phénomène de civilisation islamique et judaïque dans la formation de ces deux entités ». La délimitation spatio-temporelle suivie par les auteurs s'étale de la formation de deux consciences nationales jusqu'en 1917, à la période 1917-1930 où on explore la stratégie britannique et les refus arabes.

Ainsi, dans la première partie, les auteurs examinent l'éveil national arabe depuis les réformes de l'empire ottoman en 1839, où les structures de la Loi islamique restent prédominantes mais l'objectif est de passer d'un sultanat islamique vers un système étatique de type européen. Dans cette perspective plusieurs mouvements nationaux arabes vont surgir à Beyrouth en 1875 et en Syrie. En fait, selon